

## Un cadre burundais du parti au pouvoir incarcéré pour "incitation à la haine"

@rib News, 29/04/2018 â€“ Source AFP Un cadre du parti au pouvoir au Burundi a été arrêté et écroué dimanche "incitation à la haine" après avoir tenu des propos menaçants envers les opposants au référendum constitutionnel du 17 mai. Melchiade Nzopfabushe, ancien chef de cabinet adjoint du président Pierre Nkurunziza et ancien vice-président des Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir, avait proféré ces propos à la mi-avril lors d'un meeting près de Bujumbura.

Il avait alors déclaré qu'il était "envoyé" par le parti CNDD-FDD, au pouvoir, et avait en substance prévenu les partisans du non au référendum qu'ils pourraient finir au fond du lac Tanganyika. Un enregistrement vidéo de ce discours a récemment été diffusé sur les réseaux sociaux, suscitant de nombreuses réactions des internautes, et le CNDD-FDD s'est dimanche officiellement solidarisé de M. Nzopfabushe. "Le parti CNDD-FDD a été surpris d'entendre des propos haineux attribués à M. Melchiade Nzopfabushe, des propos qui peuvent entacher l'unité et la cohésion des Burundais", a indiqué le parti dans un communiqué. Il "exhorte tous ses membres à la tolérance politique et demande à la justice de se saisir de ce cas". Une source interne au parti a toutefois minimisé la portée de ce geste en expliquant à l'AFP que M. Nzopfabushe avait été "sacrifié sans états d'âme car il était en disgrâce depuis plusieurs mois". Il s'agit du premier responsable du parti au pouvoir arrêté pour de tels propos alors que plusieurs enregistrements vidéo et audio de cadres du parti circulent depuis des mois sur les réseaux sociaux, sans aucune conséquence pour leurs auteurs. Des dizaines d'opposants, essentiellement membres de l'ex-rébellion des FNL d'Agathon Rwasa, ont été arrêtés depuis le lancement en décembre 2017 d'une campagne "d'explications" sur le référendum constitutionnel, qui devrait permettre au président Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034. La FIDH a dénoncé la semaine dernière "une campagne de terreur (de la part des autorités) pour contraindre la population à s'inscrire sur les listes électorales et à voter en faveur de la révision constitutionnelle", accusant "de hauts responsables du parti au pouvoir, du gouvernement et de l'administration" de proférer régulièrement "des discours incendiaires".

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});